

RSA : l'Allier veut briser le cycle de l'assistanat et redonner toute sa place au travail

Face à l'échec avéré du Revenu de Solidarité Active (RSA), devenu un système d'assistanat chronique plutôt qu'un véritable levier vers l'emploi, le Conseil Départemental de l'Allier, sous l'impulsion déterminée du groupe de l'Union Républicaine pour le Bourbonnais (URB), a formulé en session ce jeudi 10 avril 2025, un vœu audacieux pour réformer profondément ce dispositif.

Le Département de l'Allier tire la sonnette d'alarme : **15 ans après la création du RSA, le dispositif a complètement dévié de sa vocation initiale.** Conçu comme un outil de retour à l'emploi, il est devenu un mécanisme d'assistance chronique, coûteux pour les finances publiques et inefficace pour l'insertion.

Les dépenses nationales explosent, passant de 8,3 milliards en 2009 à près de 12 milliards d'euros en 2023. Pourtant, l'insertion professionnelle reste en panne sèche : sept ans après leur entrée dans le RSA, 66 % des allocataires sont toujours sans activité.

Dans l'Allier, près de 10 320 personnes perçoivent le RSA pour un budget annuel avoisinant les 70 millions d'euros. Et pourtant, **autant d'offres d'emplois restent non pourvues dans le département.** Ce paradoxe est insoutenable, pour les allocataires eux-mêmes comme pour la collectivité.

Une réforme portée par le terrain, pensée pour l'efficacité

Forte de son expérience de terrain, **la collectivité bourbonnaise formule des propositions ambitieuses, courageuses et responsables.** L'objectif ? Remettre le RSA au service de l'insertion professionnelle réelle. Cette réforme s'articule autour de **4 piliers structurants** :

- **Limiter la durée du RSA** : 36 mois à taux plein, puis dégressivité.
- **Imposer 15 heures d'activité hebdomadaires** : travail, insertion, formation ou bénévolat.
- **Plafonner les aides sociales à 75 % du SMIC net** : pour que le travail paie toujours plus que l'inactivité.
- **Sanctionner fermement les fraudes** : exclusion pour les trafiquants ou travailleurs au noir.

« La vraie solidarité, ce n'est pas l'assistanat permanent, c'est l'accompagnement vers l'autonomie. Ce que nous portons, c'est une réforme pour redonner un avenir à ceux que le système a laissé de côté. Il faut du courage pour réformer le RSA. Ce courage, l'Allier l'a », affirme Jean-Sébastien LALOY, 1er Vice-président du Département de l'Allier.

Le Département de l'Allier réclame également **une refonte du financement**, aujourd'hui illisible et injuste : **le reste à charge a été multiplié par 5 depuis 2009**, passant de 1 à 5,5 milliards d'euros au niveau national, sans résultat tangible.

Un signal fort adressé à l'État

Cette proposition de réforme a été adressée au Premier ministre, à la ministre du Travail, aux parlementaires de l'Allier et au Préfet. **Le Département de l'Allier prend ses responsabilités et invite l'État à faire de même.**

« Cette réforme serait un acte de justice sociale. Ce n'est pas un combat contre les pauvres, c'est un combat contre la pauvreté. », indique Claude RIBOULET, Président du Conseil départemental.